



CHAPITRE 85

Loi concernant la Commission de transport de Montréal

[Sanctionnée le 6 août 1965]

CHAPTER 85

An Act respecting the Montreal Transportation Commission

[Assented to 6th August 1965]

Préambule.

ATTENDU que la Commission de transport de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la population de la ville de Montréal et du district métropolitain et essentiel à la bonne administration de la commission que la loi 14 George VI, chapitre 79, concernant la Commission de transport de Montréal, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1950, c.
79, a. 7a,
aj.

1. La loi 14 George VI, chapitre 79, est modifiée en ajoutant, après l'article 7, le suivant :

Ingénieur
en chef du
métro.

« 7a. Nonobstant l'article 7, depuis le 15 août 1964, le président et gérant général peut exercer la fonction d'ingénieur en chef du métro et recevoir à ce titre la rémunération fixée par le comité exécutif ainsi que continuer sa participation à la caisse de retraite des fonctionnaires de la ville de Montréal. »

1950, c.
79, a. 9,
mod.

2. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 100, est de nouveau modifié en ajoutant ce qui suit:

Continuation
des
fonctions.

« Néanmoins, tout commissaire demeure en fonction après l'expiration de son

Préambule.

WHEREAS the Montreal Transportation Commission has, by its petition, represented that it is in the interest of the population of the city of Montreal and of the metropolitan district, and essential to the good administration of the Commission that the act 14 George VI, chapter 79, respecting the Montreal Transportation Commission, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 14 George VI, chapter 79, is amended by adding, after section 7, the following:

Chief
engineer
of Metro.

“7a. Notwithstanding section 7, since the 15th of August 1964, the chairman and general manager may hold the office of chief engineer of the Metro and receive, in such capacity, the remuneration fixed by the Executive Committee and continue to participate in the retirement fund of the employees of the city of Montreal.”

2. Section 9 of the said act, amended by section 8 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 100, is again amended by adding the following:

1950, c.
79, s. 9,
am.

“Nevertheless, every commissioner shall remain in office after the expiration

Continuation
in
office.

mandat de dix ans, jusqu'à la nomination de son successeur. La pension à laquelle un commissaire a droit ne devient alors exigible qu'à la cessation de ses fonctions. »

1950, c. 79, a. 10a, aj. **3.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 10, le suivant :

Pension à Jules Archambault.

« **10a.** L'ingénieur en chef de la commission, Jules Archambault, a droit, à compter du 13 décembre 1965, à une pension de \$9,000 par année au lieu et place de celle du fonds de pension de la commission.

Date de sa retraite.

Il peut prendre sa retraite avant cette date, mais, jusqu'à la cessation de ses services, il doit continuer ses contributions au fonds de pension de la commission sans pouvoir les récupérer.

Pension à sa veuve.

Au cas de décès, sa veuve a droit à \$4,500 par année sa vie durant. »

Acquisition de circuits d'autobus.

4. La commission peut, avec l'autorisation du comité exécutif, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles d'une entreprise de transport par autobus pour étendre son service dans l'île de Montréal.

Extension du service.

La commission peut, avec l'autorisation du comité exécutif, étendre son service aux territoires actuellement desservis par les compagnies Autobus Inter-Cité Limitée ou Chambly Transport Inc., leurs successeurs ou ayants-droit, en acquérant, de gré à gré ou par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de l'une ou des deux entreprises ci-dessus mentionnées.

Autobus Inter-Cité Limitée.

Au cas où la commission acquiert de gré à gré ou par expropriation la compagnie Autobus Inter-Cité Limitée seulement, la commission, sauf dans l'île de Montréal, doit limiter son service aux parcours que suit actuellement cette compagnie. Cependant, la Régie des Transports peut autoriser Chambly Transport Inc. à faire circuler ses autobus portes fermées sur le boulevard Curé Poirier pour traverser la cité de Jacques-Cartier.

Pouvoirs d'expropriation.

Pour exproprier, elle procède en utilisant, *mutatis mutandis*, les pouvoirs de la

of his ten year term until his successor is appointed. The pension to which a commissioner is entitled shall not be payable until he ceases to hold office."

3. The said act is amended by adding, after section 10, the following:

1950, c. 79, s. 10a, ad.

"**10a.** The chief engineer of the Commission, Jules Archambault, shall be entitled, from the 13th of December 1965, to a pension of \$9,000 per year, in lieu and instead of that of the pension fund of the Commission.

Pension to Jules Archambault.

He may retire before such date but, until his services terminate, shall continue his contributions to the pension fund of the Commission, but shall not be entitled to recover them.

Date of retirement.

In case of his death, his widow shall be entitled to \$4,500 per year during her lifetime."

Widow's pension.

4. The Commission may, with the authorization of the Executive Committee, acquire, by agreement or by expropriation, the capital stock or the property moveable and immoveable of any undertaking of local transportation by autobus to extend its service on the Island of Montreal.

Acquisition of autobus undertakings.

The Commission may, with the authorization of the Executive Committee, extend its service to the territories now served by Autobus Inter-Cité Limitée or Chambly Transport Inc., their successors or assigns, by acquiring, by agreement or by expropriation, the capital stock or the property moveable and immoveable of either or both undertakings above mentioned.

Extension of service.

In case the Commission acquires by agreement or by expropriation Autobus Inter-Cité Limitée only, the Commission, except on the Island of Montreal, must limit its service to the route now followed by that company. However, the Transportation Board may authorize Chambly Transport Inc. to run its autobuses, without taking on or disembarking passengers, on Curé Poirier boulevard in order to cross the city of Jacques Cartier.

Autobus Inter-Cité Limitée.

To expropriate, it shall proceed by using, *mutatis mutandis*, the powers of the

Powers of expropriation.

ville de Montréal, sauf que dans le cas d'acquisition par expropriation avec possession préalable, la commission doit déposer au préalable une somme équivalente à soixante-quinze pour cent des revenus bruts d'exploitation du dernier exercice financier de l'expropriée, tels qu'établis par ses états financiers déposés à la Régie des Transports qui en délivre un certificat.

Territoire faisant partie du district métropolitain.

Du moment que la commission donne le service de transport au lieu et place d'une autre entreprise, seul le territoire desservi fait partie du district métropolitain au sens de la présente loi.

City of Montréal, except that in the case of acquisition by expropriation with prior possession, the Commission must previously deposit a sum equal to 75% of the gross operating revenues for the last fiscal year of the expropriated party, as established by its financial statement deposited with the Transportation Board which shall deliver a certificate thereof.

As soon as the Commission provides Metro-politan transportation in the place and stead of another undertaking, only the territory served shall form part of the metropolitan district within the meaning of this act.

1950, c. 79, a. 17b, aj.

5. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 17a, édicté par l'article 12 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 100, le suivant:

5. The said act is amended by adding 1950, c. 79, s. 17b, ad. after section 17a, enacted by section 12 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 100, the following:

Vente à l'encan d'effets non réclamés.

« **17b.** La commission peut faire vendre à l'encan, après six mois de leur réception, sans formalité de justice et après un avis semblable à celui prévu, quant à Montréal, par l'article 639 du Code de procédure civile, les effets mobiliers non réclamés qui ont été trouvés dans ses véhicules ou sur ses propriétés. Il n'est pas nécessaire d'énumérer tous ces effets dans l'avis; il suffit d'en indiquer généralement la nature. La commission n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente. La réclamation du propriétaire à ce sujet se prescrit par un an à compter de la vente.

“**17b.** The Commission may cause to be sold by auction, after six months have elapsed since they were received, without any judicial formality and after a similar notice to that provided for, with respect to Montreal, by article 639 of the Code of Civil Procedure, the unclaimed moveable effects found in its vehicles or on its property. It shall not be necessary to enumerate all such effects in the notice; it shall be sufficient to indicate their general nature. The Commission shall then not be liable to the owner except for the proceeds of the sale, less the costs of preservation and sale. The owner's claim in this respect shall be prescribed by one year from the date of the sale.

Effets périssables.

La commission peut, après douze heures de leur réception, donner à des institutions ou œuvres de charité, les effets périssables trouvés aux mêmes endroits et non réclamés dans ce délai.

The Commission may, after twelve hours have elapsed since they were received, give to institutions or works of charity perishable articles found in such places and unclaimed within such delay.

Effets sans preneur à l'encan.

Elle peut aussi donner à des institutions ou œuvres de charité les effets qui n'ont pas trouvé preneur lors d'un encan.

It may also give to institutions or works of charity articles which have remained unsold at an auction.

Non responsabilité de la commission.

Dans le cas des deux alinéas précédents, la commission est indemne de toute responsabilité à l'égard des propriétaires des effets en question. »

In the case of the two preceding paragraphs, the Commission shall be free from any liability to the owners of the articles concerned.”

1950, c. 79, a. 18h, mod.

6. L'article 18h de ladite loi, édicté par l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 124, est modifié en retranchant le deuxième alinéa.

6. Section 18h of the said act, enacted 1950, c. 79, s. 18h, am. by section 4 of the act 14-15 George VI, chapter 124, is amended by striking out the second paragraph.

1950, c. 79, a. 57a, mod.
7. L'article 57a de ladite loi, édicté par l'article 5 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 74, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Amendement subséquent.
 « Ce budget peut être amendé subséquentement par le conseil à la demande de la commission et sur rapport du comité exécutif. »

1954-55, c. 126, aa. 1 à 9, remp., et 1950, c. 79, a. 51a, aj.
8. Ladite loi est modifiée en remplaçant les articles 1 à 9 inclusivement de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 126, par l'article suivant:

Maintien des fonds de pension.
 « **51a.** La commission doit maintenir le fonds de pension établi pour le bénéfice de ses employés par le règlement adopté le 2 novembre 1955 et entré en vigueur le 1er mars 1956.

Dispositions applicables.
 Ledit règlement est soumis à la Loi des régimes supplémentaires de rentes. La commission peut apporter audit règlement des modifications qui entrent en vigueur lorsqu'elles ont été approuvées par la Régie des rentes du Québec.

Crédits de rente non réduits.
 La modification dudit règlement ne doit pas avoir pour effet de réduire les crédits de rente des participants à l'égard de leurs rémunérations et de leurs services ou participations, sauf du consentement des deux tiers des participants. »

Entrée en vigueur.
9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

1950, c. 79, s. 57a, am.
7. Section 57a of the said act, enacted by section 5 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 74, is amended by adding the following paragraph:

Subsequent amendment.
 "Such budget may be amended subsequently by the council at the request of the Commission and upon a report of the executive committee."

1954-55, c. 126, ss. 1-9, replaced; 1950, c. 79, s. 51a, ad.
8. The said act is amended by replacing sections 1 to 9 inclusive of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 126, by the following:

Pension fund.
 "51a. The Commission shall maintain the pension fund established for the benefit of its employees by the by-law adopted November 2, 1955 and in force since March 1, 1956.

Provisions to apply.
 The said by-law is subject to the Supplemental Pension Plans Act. The Commission may adopt amendments to the said by-law, which amendments come into force when approved by the Quebec Pension Board.

Pension credits not reduced.
 No amendment to the said by-law shall reduce the pension credits of any member in respect of remuneration and service or membership in the plan, except with the consent of two-thirds of the members of the plan."

Coming into force.
9. This act shall come into force on the day of its sanction.